



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 4 au 10 mars 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

LES ACTIVITES MARQUANTES LORS DE LA CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

La célébration de 8 mars a été au centre des actualités véhiculées par les médias audiovisuels durant cette semaine. Les chaînes audiovisuelles publiques ont effectué une série de reportages dans les différentes régions de l'île et ont retransmis en direct la célébration officielle tenue à Antsiranana. Les stations privées n'étaient pas en reste puisqu'elles ont également rapporté les manières dont associations, partis et groupements ont choisi pour montrer comment franchir le pas pour l'égalité des sexes. C'était en général une (ou des) journée de fête mais aussi de partage d'expériences, de travail, de distribution de vivres ou plutôt de démonstration de force.

A Antsiranana, la célébration officielle a été conduite par la première dame, Voahangy Rajaonarimampianina, assistée par des membres du gouvernement, des élus locaux, régionaux et des sénateurs. L'affluence y a été massive puisque l'événement a pu rassembler plus de 10 000 femmes, a-t-on vu à la TVM. De son côté, l'épouse du Premier Ministre, Jean Ravelonarivo, et les dames de la Primature ont célébré ensemble cette journée à Mahazoarivo. Avec comme slogan : « les femmes malgaches, promoteur de développement ». Quant à la maire de la ville, elle a organisé une grande marche de solidarité partant de Mahamasina jusqu'à l'hôtel de ville. Son mari, Marc Ravalomanana, ainsi que les partisans du TIM l'ont fortement appuyé à cette occasion.

*Annick Raherimanana de la **Radio ANTSIVA** a fortement critiqué la politisation du 8 mars. Pour elle, « les femmes sont devenues des instruments politiques », et puis, cette journée est devenue une occasion pour les sections femmes des partis politiques d'organiser des festivités budgétivores. Partageant cet avis, **VIVA TV** a critiqué le HVM d'avoir trouvé un moyen de faire la propagande. Les femmes qui ont participé au grand défilé ont été contraintes de porter les couleurs bleu et blanc. Celles qui ont porté d'autres couleurs, telles que l'orange, ont été réprimandées par les éléments des forces de l'ordre, opine le journaliste. La station a par la suite joint Jocelyne Maxime, députée élue sous les couleurs du MAPAR à Antsiranana. D'après cette dernière, la coordonnatrice du parti HVM a visité tous les Fokontany de la ville pour*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





*inviter les femmes à porter les couleurs du HVM lors de la célébration officielle. Or la station a, elle aussi, entrepris un reportage promouvant les œuvres caritatives du club des supporters d'Andry Rajoelina (CS-ANR). Ces derniers ont octroyé des savons à 300 lavandières d'Ampasika, et des cuvettes pour les lavandières d'Anosizato. Contrairement à ces deux stations, **MATV** a indiqué sur un ton positif les actions faites par le parti HVM. Le parti a remis des produits de première nécessité et des vivres à une dizaine d'associations féminines réalisant des œuvres caritatives. Pour sa part, la représentante du HVM Claudia Randrianiainasolo a rappelé l'importance de la femme dans le développement social de la communauté et de l'épanouissement de sa famille.*

*En ce qui concerne la grande marche organisée par la CUA, **ANTSIVA** est très remontée contre la décision de la Préfecture de police. C'est pour la station un deux poids deux mesures puisque quelques mois plus tôt, l'église catholique avait également demandé la permission d'organiser une marche de procession mais elle a été refusé par la Préfecture sous prétexte de préserver l'ordre public. Selon les explications du préfet adjoint, la question est de savoir si l'événement va créer un trouble, « là il s'agit non seulement d'une journée internationale, mais en plus ce sont des femmes qui vont organiser une marche. » Se référant aux nombreuses festivités organisées dans le cadre de cette journée, la chroniqueuse a regretté que la majeure partie des événements n'ait pas pris en compte l'essence même de ce mouvement qui relève avant tout d'une revendication de droits. Enfin, la station a orienté la réflexion de ses auditeurs sur la plus grande difficulté à laquelle les femmes sont confrontées actuellement, celle de concilier la vie active et familiale. Les interviewées ont partagé à quel point il est difficile de gérer simultanément ces deux casquettes. Elles sont contraintes de recruter des personnes pour les aider à gérer leur foyer.*

*A la **TVM**, on a aussi vu que :*

- *Les femmes HVM dans la région Bongatsara ont participé à la célébration de la journée internationale de la femme en plantant des arbustes le long des routes. Ce, afin de décorer la ville.*
- *Le couple Raholdina a effectué des visites auprès des familles nécessiteuses dans les fokontany qui composent le Vème arrondissement.*
- *Les femmes des gendarmes ont célébré une messe au Toby Ratsimandrava.*
- *Des étudiantes de l'INSCAE ont tenu à célébrer à leur manière la journée en promouvant le thème «la femme malgache n'est pas un objet ».*
- *La coordinatrice nationale du CNFI Tiana Ramparany Ramanarivosoa estime que les femmes ont le droit de participer activement aux opérations économiques à M/car.*
- *La Jeune Chambre Internationale et la fondation BOA ont effectué une descente auprès de l'hôpital HJRA.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





FOYER DE TENSION

AFFAIRE ANJOZOROBE : LES NATIFS DE L'ANDROY SONT UNE NOUVELLE FOIS MONTE AU CRENEAU

Durant la conférence de presse qu'ils ont donnée, les natifs de l'Androy ont affirmé détenir des preuves sur ce qui s'est produit dans la carrière d'Anjozorobe. Ils ont apporté la photo de la victime: un jeune homme âgé de 29 ans. « Le commandant de la CIRGN a affirmé qu'il n'y a eu aucun coup de feu sur les lieux, en se basant sur les témoignages de la population environnante. Pourtant, ce qu'il faut savoir c'est que le village le plus proche de cette carrière se trouve à 50 kilomètres. Cela prouve que la déclaration du général Florens Rakotomahanina est fausse. Par ailleurs, le Président de la République de Madagascar a affirmé que son fils n'était pas présent à Anjozorobe. Si Mathieu n'est pas son fils, la déclaration du PRM est bien fondée, puisque Mathieu était sur les lieux », explique Malihota, un natif de l'Androy. « C'est un militaire au grade de sergent, un dénommé Ruffin, qui est en charge de la sécurité de la maison du PRM à Tsimbazaza, qui a ouvert le feu sur l'un des nôtres », ajoute Tsimihondra. Lui d'ajouter que le sénateur Mamitiana Fabergé est à l'origine des conflits au sein des natifs de l'Androy, car il est à la fois TIM, TGV et HVM. Les natifs de l'Androy revendiquent que la dépouille de la victime leur soit restituée, et que la justice procède à une enquête sur cette affaire. Malgré le fait que sa vie soit menacée, le frère de la victime dans la carrière d'Anjozorobe affirme être prêt à témoigner sur ce qui s'est réellement produit.

***FREE FM** et **ANTSIVA** ont accordé un avantage à ces proches du défunt en diffusant intégralement leur riposte. Selon la lecture de Lalatiana Rakotondrazafy de la Radio **FREE FM**, la tentative de taire la polémique par le biais des natifs de l'Androy n'a pas réussi. « Quelle lien logique peut-il y avoir entre s'accaparer de pierres dans une carrière et gâcher les projets du PRM dans le Sud » s'interroge la chronique. Le sujet est devenu polémique à la radio **ANTSIVA** puisque le chroniqueur incite continuellement la présidence, mais aussi les forces de l'ordre, à contre argumenter ces natifs de l'Androy et à apporter des preuves concrètes sur cette affaire. Il appelle également les auditeurs à s'exprimer sur le sujet même s'il a déjà fait l'objet de nombreuses réactions depuis un certain temps. De ce fait, plusieurs auditeurs ont essayé de temporiser la situation en appelant à la cessation de la provocation de conflit interethnique. Ils sont également d'avis à ce que le fils du PRM se manifeste en personne. Une auditrice appelle à la rigueur des journalistes au travail. « Toute information nécessite des recoupements », tandis qu'un autre accable les dirigeants en disant que « parmi eux, il y a ceux qui sont pourris jusqu'aux os...vous avez la responsabilité de faire respecter la loi ».*

*Une partie des auditeurs de l'émission « Demokrasia Mivantana » de la Radio **PLUS** croit en la déclaration faite par Président de la République et défend en même temps son fils et une autre partie réclame l'ouverture d'une enquête pour que la vérité éclate au grand jour. Un auditeur temporise que si un individu a osé clamer haut et fort à travers les médias que le fils du PRM est le commanditaire de ce meurtre, c'est qu'il y a une part de vérité dans ses*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



affirmations. Un autre intervenant estime que la déclaration faite par le PRM n'a pour but que de blanchir son image ainsi que celui de son entourage. Avant d'ajouter que personne ne connaîtra la vérité sur cette affaire, dès lors qu'un haut dirigeant étatique ou un de ses proches est impliquée. Il n'y a rien à espérer car ce qui s'est produit à Anjozorobe sera une affaire classée, comme l'affaire Ratsimandrava, conclut l'intervenant.

Les invités de l'émission « Ady hevitra » de la station VIVA TV ont proposé à la commission parlementaire en charge de la sécurité de procéder à une enquête approfondie sur cette affaire afin qu'elle ne génère pas des conflits entre les natifs de l'Androy et ceux des hauts-plateaux. D'une même voix, les intervenants ont affirmé que nul n'est au-dessus de la loi. La loi est applicable pour tous, que la personne soit un dirigeant étatique ou un de ses proches, elle devrait être sanctionnée pour ses manquements et ses délits, dans la mesure où Madagascar est un Etat de droit.

La TVM a donné le micro au chef du district d'Anjozorobe, Harilalao Ranivosoa. Celui-ci n'a donné aucun faits nouveaux, il a juste confirmé les versions du propriétaire du site et des Forces de l'ordre en soulignant qu'« en prenant la fuite, un de exploitants de la carrière est tombé et s'est tordu le pied. Personne n'a été tué ni blessé par les balles ».

AFFAIRE BOIS DE ROSE SAISIS A SINGAPOUR : ANTHELME RAMPARANY SE DEFEND

Le ministre de l'élevage Anthelme Ramparany s'est défendu par rapport à l'exportation de bois de rose à Singapour, et a renvoyé la balle au gouvernement Kolo Roger. « Le gouvernement Kolo Roger a été mis en place le 25 avril 2014, alors que ces rondins de bois de rose ont été saisis à Singapour le mois de mars de cette même année. A cette époque, j'étais encore député. De ce fait, est-il possible que je sois la personne qui ai signé les documents relatifs à l'exportation de ce bois précieux », argumente Anthelme Ramparany.

VIVA n'a pas apprécié pas cette façon des dirigeants étatiques de se renvoyer la balle. A commencer par le Premier ministre qui a affirmé ne pas être trempé dans cette affaire. Et maintenant l'ancien ministre de l'environnement du gouvernement Kolo Roger. Ce qui est sûr, selon la station, c'est que le HVM est derrière l'exportation de ces bois précieux. En invitant Arnold Ravelomanantsoa, membre du Réseau national de défense des consommateurs, et Alain Andriamiseza, politicien, dans son émission « Ady Hevitra ». La chaîne a voulu ranimer la tension puisque les principaux thèmes débattus se sont focalisés sur la saisie de bois de rose à Singapour. D'après Alain Andriamiseza, les responsables de l'exportation de ce bois précieux devraient sérieusement songer à quitter leur fonction, du fait qu'ils ne peuvent maîtriser ce phénomène. De plus, les dirigeants étatiques devraient également songer à exploiter légalement ce bois précieux pour que toute la population malgache puisse réellement jouir des nombreux avantages de son exploitation. Pour sa part, Arnold Ravelomanantsoa se dit insatisfait de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



gestion des ressources naturelles malgaches, et particulièrement le bois de rose. Il estime que si ce bois précieux est exploité comme il se doit, Madagascar ne dépendra plus des financements extérieurs et pourra subvenir à ses besoins.

Pour ce cas, ANTSIVA n'a fait aucun commentaire mais s'est contenté de donner la parole au ministre Anthème Ramparany. Quant à la TV PLUS, elle a misé sur la version de Beboarimisa Ralava, actuel ministre de l'Environnement, annonçant que le gouvernement coordonnera ses enquêtes avec celles de Singapour pour identifier les véritables auteurs des exportations illicites de ces rondins de bois de rose. Le gouvernement malgache avait fait appel à un cabinet d'avocats international. Concernant les rondins encore stockés aux ports de plusieurs pays pour ne citer qu'au Kenya et au Sri Lanka, le ministre a précisé que des démarches diplomatiques sont en cours.

EMEUTE A MAROANTSETRA : LE TRIBUNAL BRULE PAR LA POPULATION

Un « dahalo » a été victime d'une vindicte populaire à Maroantsetra. Les forces de l'ordre ont cherché les auteurs de cet acte et ont arrêté un propriétaire de bovidés. Celui-ci a été placé sous mandat de dépôt, ce qui n'a pas réjoui les habitants. Ils ont ainsi organisé une manifestation et ont fini par incendier le tribunal dans la circonscription. Le tribunal a tout de suite ordonné que l'on fasse sortir le propriétaire de bovidés récemment arrêté pour éviter que la situation ne dégénère. Le calme est revenu depuis que la personne a été relâchée. Pour leur part, les employés du tribunal s'efforcent tant bien que mal de remettre de l'ordre dans leurs bureaux.

Le journaliste de la Radio PLUS a relaté en détails le déroulement des faits sans se verser dans les commentaires. De plus, le journaliste a voulu apaiser les tensions en rapportant que le calme est revenu à Maroantsetra. FREE FM est aussi revenue sur la chronologie des faits. Toutefois elle a privilégié un traitement alarmiste de ce foyer de tension en soulignant que les forces de l'ordre n'ont pas réussi à maîtriser la population.

POLITIQUE

DEBAT D'IDEES ORGANISE PAR LA FES PORTANT SUR L'OPPOSITION A MADAGASCAR

La fondation Friedrich-Ebert Stiftung a organisé un débat d'idées ayant pour thème l'opposition à Madagascar. A cette occasion, le président du parti Libéral démocrate Saraha Georget Rabearisoa, a affirmé qu'il n'existe aucune loi régissant l'opposition à Madagascar, raison pour laquelle les partis politiques qualifiés d'opposants n'ont pas leur place au sein des institutions de la République. Pour sa part, le représentant de la Friedrich Ebert Stiftung a expliqué que l'opposition ne se définit pas par ceux qui procèdent aux coups d'Etat. Avant d'ajouter que l'opposition devrait avoir un programme d'action, ainsi qu'une idéologie pour s'opposer au régime, pour aboutir au développement d'un pays.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





La radio ANTSIVA est l'une des rares stations à s'intéresser à ce débat puisqu'elle a retransmis les différents points de vue qui se sont dégagés de ces discussions. Une bonne pratique car la station a livré tous les avis sans parti pris. Ainsi, Mananjara Andriambololona, vice-président du Sénat, a insisté sur l'importance de l'Opposition mais il condamne fortement toute perspective de renversement de pouvoir. Quant au député TIM, Felix Randriamandimbisoa, il a évoqué que son parti attend le décret d'application de la législation sur l'Opposition pour se prononcer officiellement Opposant. Herman Razafimahefa, du MAPAR, estime pour sa part que l'Opposition constructive n'est pas efficace car tout opposant a pour objectif d'accaparer le pouvoir. Des partis politiques comme le HE-Madà (Humaniste et Ecologique Madagascar) ont déjà approché le ministère de l'intérieur pour officialiser leur position mais aucune information officielle n'a encore été publiée. La station ne s'est pas arrêtée là, elle a aussi recueilli la réaction d'un simple citoyen qui a participé à l'événement. Il tient les politiciens responsables du marasme actuel. Selon son avis, ces politiciens devraient encore suivre des renforcements de capacité. Il ne croit en effet à aucune opposition « constructive ». Mais fidèle à son rôle de « contre-pouvoir », la radio ANTSIVA n'a pas été tendre envers le régime en disant que malgré l'inexistence d'une opposition officielle, le PRM ne doit pas se leurrer car plusieurs politiciens comme citoyens n'ont pas peur de le critiquer ouvertement.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO : misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

